

C'était avec une vive inquiétude que l'évêque de Québec avait suivi le progrès de la lutte. D'un côté il craignait de voir l'autorité méprisée ; de l'autre, il était loin d'approuver toutes les mesures du conseil exécutif, et il se défiait des intentions de plusieurs des membres de ce corps. La frayeur qu'on affectait d'éprouver lui paraissait causée par de fausses informations ; elle pouvait même, pensait-il, être l'effet d'une rouerie politique de quelques-uns des fonctionnaires. Son embarras s'accrut lorsqu'il entendit porter des accusations de déloyauté contre une partie de son clergé, dont il connaissait les sentiments de fidélité au souverain.

Dans une séance du conseil exécutif, à laquelle Mgr. Plessis fut prié d'assister, le général Craig lui déclara " que la désaffection occasionnée dans le peuple, par le *Canadien*, était rendue au point de faire craindre un soulèvement général, si l'on différait de prendre les mesures les plus énergiques pour arrêter l'effet des insinuations malignes répandues par ce papier ; qu'un des moyens de remettre les choses dans l'ordre et de dissiper les impressions déjà très-profondes de déloyauté était d'engager le clergé catholique à se prononcer pour l'autorité, de la manière la plus formelle." Il ajouta qu'un grand nombre de curés encourageaient ouvertement la publication du *Canadien* par leurs abonnements, et que c'était dans les presbytères et autour des églises qu'on en exaltait les principes.

Si le journal incriminé avait parfois été trop vif